

Journal of the Canadian Historical Association Revue de la Société historique du Canada



Abstracts/Résumés Résumés

Volume 13, numéro 1, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/031162ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/031162ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada

ISSN

0847-4478 (imprimé)

1712-6274 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(2002). Abstracts/Résumés. *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, 13(1), 259–270.
<https://doi.org/10.7202/031162ar>

All rights reserved © The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada, 2003

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

ABSTRACTS / RÉSUMÉS

“Canada and the Financing of the United Nations Emergency Force, 1957-1963”

MICHAEL CARROLL

The current financial crisis of the United Nations is generally traced to the peacekeeping mission in the Congo and its price tag. This paper proposes that the roots of financial unrest lie rather as early as 1956, in the financing of the United Nations Emergency Force. Peacekeeping funding quickly became a litmus test of support for the United Nations – a sign of policy beyond platitudes. In Canada, the political popularity of peacekeeping required that the Diefenbaker government play an active role in trying to resolve the UN’s financial predicament. However, despite the advantages that UNEF and peacekeeping brought to an unstable world, there was in fact little that Canada or the United Nations could do to force individual nations to financially support collective UN policies.

On admet généralement que le coût des opérations de maintien de la paix au Congo est à l'origine de la crise financière qui secoue actuellement les Nations Unies. Michael Carroll soutient que ce problème financier se serait manifesté dès 1956 et découlerait plutôt du mode de financement de la Force d'urgence des Nations Unies (FONU). Celles-ci ne pouvaient vivre que de beaux discours : elles avaient besoin d'un signe concret d'appui, d'une contribution au financement des opérations de maintien de la paix. Au Canada, la popularité politique de ces opérations militaires pacifistes était telle qu'elle força le gouvernement de Diefenbaker à jouer un rôle actif dans le règlement de la difficile crise financière que traversaient les Nations Unies. Toutefois, en dépit des avantages que la FONU et ses opérations de maintien de la paix procuraient à un monde instable, le Canada et les Nations Unies ne disposaient en fait que de très peu de moyens pour contraindre chacune des nations à financer les politiques collectives onusiennes.

“ ‘Literary Memorials’: The Great War Regimental Histories, 1919-1939”**TIM COOK**

While the Canadian Corps earned a reputation as one of the finest fighting formations on the Western Front during the First World War, and had an efficient publicity machine under the guiding hand of Lord Beaverbrook to propagate their deeds, the Canadian government was slow to codify this reputation in postwar historical texts. The Official History was delayed for nearly two decades and veterans were bitterly disappointed in being denied a comprehensive account of their battles. As a result, regiments took it upon themselves to craft their own histories. Although now largely ignored by historians, this genre of historical writing documented the actions of the unit during the war and served as a tool to commemorate fallen comrades. The regimental histories are important texts within the canon of Canadian military historiography, offering matchless insight into the events and social history of the Great War, as well as into the post-war efforts of combatants and their families to find meaning for this cataclysmic event.

Durant la Première Guerre mondiale, le Corps d'armée canadien acquit la réputation d'être l'une des meilleures troupes de combat du front occidental et ses exploits furent largement diffusés par l'efficace machine publicitaire de Lord Beaverbrook. Le gouvernement canadien se montra cependant peu empressé à immortaliser cette gloire dans des écrits historiques; on mit en fait vingt ans avant de lancer le projet de rédaction d'une histoire officielle. Les anciens combattants furent amèrement déçus de voir que l'on tardait tant à faire le récit détaillé de leurs batailles. Face à cette inaction, les régiments décidèrent d'agir et d'établir eux-mêmes leur propre histoire. Bien des historiens dédaignent aujourd'hui ce genre de textes historiques, qui ont pourtant eu leur utilité puisqu'ils relataient les opérations de l'unité pendant la guerre et rendaient ainsi hommage aux frères d'armes tombés au combat. Les histoires régimentaires ont leur importance dans l'historiographie militaire canadienne; elles offrent un aperçu unique sur les événements et sur l'histoire sociale de la Grande Guerre, et témoignent des efforts que déploieront, après la guerre, les soldats et leurs familles pour trouver un sens au terrible drame qu'ils venaient de vivre.

« Solder les comptes : les sources de crédits dans les magasins généraux ruraux de l'est canadien au milieu du XIX^e siècle »

BÉATRICE CRAIG

Selon la plupart des historiens, il y aurait eu pénurie de monnaie métallique en Amérique du Nord britannique avant la Confédération. Les négociants auraient résolu ce problème en ayant recours aux banques à chartes, qui émettaient du papier monnaie. Ces billets avaient une valeur nominale relativement élevée (5 shillings ou \$1 et plus), et ceci limitait leur utilité au comptoir des magasins généraux ruraux. Les marchands des campagnes et leurs clients contournaient le problème en ayant recours aux paiements en nature et aux comptes courants. Toutefois, les livres de comptes de trois marchands du Nouveau Brunswick et de l'arrière pays Montréalais suggèrent que la pénurie d'espèces variait dans le temps et dans l'espace, et dépendait beaucoup de la conjoncture économique. Le cas de l'un des deux marchands néo-brunswickois suggère également que les marchands ruraux ne voyaient pas nécessairement les banques et le papier monnaie comme la meilleure solution à leurs problèmes.

According to most historians, specie was scarce in British North America. Large-scale merchants solved the problem by using the services of chartered banks, which issued notes. However, bank notes had a relatively high face value (5 shillings or \$1 or more), and were thus of limited use at country stores. Country merchants and their clients circumvented the problem through book credit and payment in kind. Yet, the account books of three country merchants in New Brunswick and the Montreal hinterland tell a different story. They suggest that the shortage of specie varied in time and place and was greatly dependent on the current economic situation. The case of one of the New Brunswick merchants also suggests that country storekeepers did not necessarily view banks and bank notes as the best solution to their problems.

“Worlds Apart in Acadie – Official Languages Programs in Education in New Brunswick and Nova Scotia, 1968-1984”

MATTHEW HAYDAY

Following the recommendations of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism, the Canadian and provincial governments undertook a wide array of measures to promote Canada's two official languages through education programs. Over the fifteen years following the passage of the *Official Languages Act*, minority and second official-language education programs developed in a markedly different fashion in the two provinces with the largest Acadian communities: New Brunswick and Nova Scotia. A combination of factors, including the demographic weight of the Acadian communities, the strategies of Acadian lobby groups, the attitudes of the majority and minority communities, and the ideologies of key politicians and civil servants must all be taken into account to explain the uneven development of official language education programs in these two “Acadian provinces.”

Suivant les recommandations de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, les gouvernements fédéral et provinciaux mirent en œuvre toute une panoplie de mesures pour promouvoir, par l'entremise de programmes pédagogiques, les deux langues officielles du Canada. Pendant les quinze années qui suivirent l'adoption de la *Loi sur les langues officielles*, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse – où l'on retrouve les deux plus grandes communautés acadiennes des Maritimes – développèrent de façon nettement différente leurs programmes destinés à l'enseignement de la langue seconde. Cette disparité entre les deux « provinces acadiennes » s'explique par une série de facteurs, comme le poids démographique des communautés acadiennes, les stratégies des groupes de pression acadiens, les attitudes des personnes issues des milieux linguistiques majoritaires et minoritaires, ainsi que les idéologies de fonctionnaires et d'hommes politiques influents.

“Women and Inheritance in Nineteenth-Century Newfoundland”

TRUDI JOHNSON

This paper tests the idea that concepts of property in English common law favoured male heirs in the primogeniture system of land inheritance and disadvantaged women upon marriage. A case study of wills in nineteenth-century Newfoundland demonstrates that instead of strict adherence to centuries of common-law tradition, both men and women in Newfoundland were more concerned with the support and maintenance of the family under the unique conditions of the Newfoundland economy. The male line of descent was subordinated to the immediate and long-term needs of the family through more egalitarian inheritance practices. These practices in turn sustained a matrimonial property system that well pre-dated legislation to protect married women's property.

Trudi Johnson vérifie ici l'hypothèse selon laquelle les concepts de propriété et la succession par ordre de primogéniture, tels que définis par le common law anglais, favorisaient les héritiers mâles et désavantageaient les femmes lorsqu'elles se mariaient. En étudiant les testaments faits à Terre-Neuve au XIX^e siècle, l'auteure constate que les conditions économiques particulières de la colonie ont amené ses habitants à ne pas scrupuleusement respecter certaines traditions juridiques séculaires lorsque le bien-être de leur famille était en jeu. Comme tout était subordonné aux besoins immédiats et à long terme de la famille, il arrivait que l'on contournât la ligne d'hérédité mâle au profit des femmes, ce qui donnait lieu à des pratiques de succession plus égalitaires. Ces pratiques, à leur tour, contribuèrent à la mise en place d'un système de propriété matrimonial, et ce, bien avant que l'on adopte des lois pour protéger la propriété des femmes mariées.

“Contact Across a Diseased Boundary: Urban Space and Social Interaction During Winnipeg’s Influenza Epidemic, 1918-1919”

ESYLLT JONES

During the influenza epidemic of 1918-1919 in Winnipeg, several hundred predominantly Anglo-Canadian middle- and upper-class women volunteered to nurse and feed victims of the disease, particularly the poor of the city’s north end. The contact between victim and volunteer, north and south, promoted a sense of social order, but was simultaneously unsettling for the women involved and for the broader community. The paper utilizes Mary Louise Pratt’s notion of “contact zone” to suggest that the extraordinary qualities of social interaction during the epidemic, when lives normally lived apart intersected, were a source of social tension. This tension was partially resolved through limitations upon who fit the role of volunteer, principles of scientific management and professionalism, and the construction of an ideal feminine heroine. Individual women’s volunteerism nevertheless reflected a more ambiguous experience.

Au cours de l’épidémie de grippe de 1918-1919 à Winnipeg, plusieurs centaines de femmes, majoritairement des Anglo-canadiennes issues des classes moyennes et supérieures, se sont portées volontaires pour soigner et nourrir les victimes de cette épidémie, qui avait particulièrement frappé les pauvres du nord de la ville. Ce rapprochement entre les victimes et les bénévoles, entre les quartiers du nord et du sud, renforça la cohésion sociale, mais s’avéra aussi une expérience perturbante à la fois pour les bénévoles et pour l’ensemble de la communauté. Dans son étude, Esyllt Jones a recours à la notion de « zone contact », développée par Mary Louise Pratt, pour démontrer qu’en dépit de ses extraordinaires bénéfices, l’interaction sociale, en rapprochant deux mondes qui ne se fréquentaient pas normalement, fut en fait une source de tension. On trouva un moyen d’atténuer partiellement cette tension en choisissant mieux les bénévoles, en appliquant des principes méthodiques de gestion et de professionnalisme, et en présentant une héroïne idéale comme modèle à suivre. Toutefois, chaque femme avait ses propres raisons de se porter bénévole, ce qui rendait la situation plus équivoque.

“Modernity and the Denominational Imperative: The Children’s Aid Society of Halifax, 1905-1925”

RENÉE LAFFERTY

This study of the Children’s Aid Society in Halifax offers a challenge to traditional narratives which see the agency as a harbinger of de-institutionalisation and professionalisation in early twentieth-century Canada. In Halifax, the Society was not part of an imposed and deliberate programme of modernisation, but was seen as a means to reinforce the existing system during a period of social and economic upheaval. Its foundation was integrally linked to the peculiarities of the city’s circumstances, to fears about threats to childhood ideals, and to the operation of the denominational imperatives of existing institutions. Indeed, there was continued strong support for denominational, institutional care in the city, fostered in large part by shared ideas between institutional and governmental child care workers about the priorities and philosophies of their child-welfare system.

L’étude de la Children’s Aid Society de Halifax remet en question les interprétations traditionnelles voulant que l’établissement de cette association ait annoncé le début de la désinstitutionnalisation et de la professionnalisation des services d’aide à l’enfance au début du XX^e siècle. À Halifax, la création de cette société ne s’inscrivait pas dans un programme de modernisation délibéré et imposé; elle avait simplement pour but de renforcer le système existant durant une période critique de crise sociale et économique. Sa fondation était entièrement liée aux particularités de la ville, à la peur de voir s’effriter l’image idéale que l’on s’était faite de l’enfance, et à l’application des prescriptions confessionnelles des institutions en place. En réalité, les services prodigués par les établissements confessionnels et institutionnels gardèrent la cote, ce qui s’explique en grande partie par le fait que les employés des milieux institutionnels et gouvernementaux des soins à l’enfance partageaient sur ce sujet les mêmes préoccupations et les mêmes approches philosophiques.

“Consolidating the Continental Drift: American Influence on Diefenbaker’s National Oil Policy”

TAMMY NEMETH

The National Oil Policy of 1961 provides an opportunity to re-assess the nature of Prime Minister John Diefenbaker’s attitudes towards the United States, usually characterised as hostile. A central feature of this oil policy, that an oil pipeline from Alberta would not extend east of the Ottawa River, necessitated an increase in oil imports from the US, thereby strengthening the continental pull of the energy trade. It is argued that Diefenbaker’s amicable relationship with President Eisenhower was an essential factor in the policy decision, and it was not until John F. Kennedy became president that the relationship shifted. Diefenbaker was not anti-American, but counter-Kennedy.

L’analyse de la Politique nationale du pétrole de 1961 offre l’occasion de réévaluer les raisons de l’attitude du premier ministre John Diefenbaker envers les États-Unis, attitude généralement qualifiée d’hostile. Cette politique du pétrole se distinguait entre autres par le fait qu’elle interdisait le prolongement à l’est de la rivière des Outaouais de tout oléoduc partant de l’Alberta. Cette réglementation obligeait donc le Canada à accroître ses importations de pétrole des États-Unis, ce qui renforçait l’orientation continentale des échanges commerciaux énergétiques. Tammy Nemeth démontre que les relations amicales que Diefenbaker entretenait avec le président Eisenhower avaient largement contribué au choix de cette politique, et que tout a basculé avec l’arrivée au pouvoir de John F. Kennedy. Diefenbaker n’était pas anti-américain, mais anti-Kennedy.

“Re-imaging the Moral Order of Urban Space: Religion and Photography in Winnipeg, 1900-1914”

JAMES OPP

The arrival of the Reverend J.S. Woodsworth as the Superintendent of Winnipeg's All Peoples' Mission in 1907 coincided with a strategic shift in the visual representation of urban space in many Canadian Methodist publications. Traditional photographs of churches and ministers were soon accompanied by images of crowded tenements, impoverished conditions, and unsupervised children on the street. This paper examines the introduction of a social documentary style of photography and analyses how these images functioned within the context of the emerging social gospel and widespread middle-class anxieties over the “problem” of the city. This visual technology appealed to the new social reform emphasis on “surveying” conditions, but photography's inherent claim to represent an objective reality was overlaid with gendered moral boundaries, particularly in the space that surrounded the bodies of children. The re-imaging of urban space was part of a broader narrative that positioned the religious response to the city as both a moral and an environmental problem.

Au moment où le révérend J.S. Woodsworth est nommé directeur de la All Peoples' Mission de Winnipeg en 1907, de nombreuses publications méthodistes canadiennes modifient leur contenu visuel pour montrer l'espace urbain sous un autre angle. Aux côtés des traditionnelles photographies d'églises et de ministres apparaissent bientôt des images de logements surpeuplés, de personnes vivant dans la pauvreté et d'enfants laissés à eux-mêmes dans la rue. James Opp traite ici de l'utilisation de la photographie comme outil de documentation sociale; il regarde comment ces images s'inscrivent dans le contexte de l'apparition d'un nouvel évangile social et quels rôles elles jouent auprès de la classe moyenne, que le « problème » urbain inquiète largement. Les tenants de la nouvelle réforme sociale avaient recours à la photographie pour documenter leurs enquêtes sur les conditions sociales. On prétendait que la photographie pouvait représenter objectivement la réalité, mais c'était oublier que cette objectivité s'exprimait à l'intérieur d'un cadre délimité par les principes de la moralité sexuelle, particulièrement celle concernant le corps des enfants. Ce renouveau illustré de l'espace urbain s'insère dans le discours religieux de l'époque, qui présentait le « problème » de la ville comme un problème d'ordre moral et environnemental.

“Survival, Resistance, and the Canadian State: The Transformation of New Brunswick’s Native Economy, 1867-1930”

BILL PARENTEAU and JAMES KENNY

Between Confederation and 1930, the economic life of the Mi’kmaq and Maliseet First Nations of New Brunswick underwent a broad transformation, as hunting, fishing and trapping were progressively supplanted by agriculture, the production of handicrafts and, especially, wage labour. The First Nations of the province experienced this transformation as a dual struggle of survival and resistance. They may have integrated, mostly out of necessity, into the larger provincial economy, but they also persisted in long-established patterns of fish and game harvesting, often in defiance of federal and provincial regulations. Moreover, the maintenance of hunting, fishing, and trapping as important economic activities was underscored by a consistent assertion that Native rights to the forest, fish, and game resources of the province were vested in treaties negotiated with British colonial authorities.

Entre 1867 et 1930, la vie économique des Mi’kmaq et des Malécites des Premières nations du Nouveau-Brunswick connut une profonde transformation, la chasse, la pêche et le piégeage étant progressivement supplantés par l’agriculture, l’artisanat et plus particulièrement le travail salarié. Pour ces groupes autochtones, ce fut une période de résistance et de lutte pour la survie. Certes, par nécessité, ils finirent par s’intégrer dans le cadre plus large de l’économie provinciale, mais ils continuèrent parallèlement à pratiquer leurs activités ancestrales de chasse, de pêche et de piégeage, souvent au mépris des règlements fédéraux et provinciaux. Aux yeux des autochtones, cette pratique n’avait rien d’illégal, puisqu’ils affirmaient que leurs droits à la chasse, à la pêche et à l’exploitation des ressources forestières du Nouveau-Brunswick étaient des acquis des traités négociés avec les autorités coloniales britanniques.

“Bringing Anti-Racism into Historical Explanation: The Victoria Chinese Students’ Strike of 1922-3 Revisited”

TIM STANLEY

Anti-racist theory draws attention to the socially constructed and contested nature of racial categories. This paper applies anti-racist theory to a case study of the 1922-3 Chinese students’ strike in Victoria, British Columbia, and argues that school segregation was less about which schools students would attend and more about whether racialized Chinese people were part of, or could be part of, the imagined community of Canada as nation. Racialized discourse not only fixed “the Chinese” as outsiders to the imagined community, it also enacted colonialism by naturalizing the Anglo-European occupation of the territory of British Columbia. But there was also a significant group of Canadian-born Chinese in Victoria who had used provincially controlled schools to assimilate to dominant values and gain sufficient cultural capital to directly challenge racialized binaries. This group claimed “Canadianness” in their own right and staunchly resisted segregation. The intervention of Anglo-European anti-racists in the dispute further underlines the socially constructed and contested nature of racial categories. Finally, the more powerful fixing of Chinese as alien in Canada through the 1923 *Chinese Immigration Act* helps to explain the manner in which the students’ strike came to close at the beginning of the 1923-4 school year.

La théorie antiraciste nous amène à nous interroger sur la construction sociale et sur la nature contestée des catégories raciales. Le présent article applique cette théorie antiraciste à l'étude de la grève des étudiants chinois, qui se déroula en 1922-1923, à Victoria, en Colombie-Britannique; l'auteur démontre que la ségrégation scolaire était moins une question de répartition d'étudiants qu'une question nationale : les Chinois, en tant que groupe discriminé, pouvaient-ils ou pourraient-ils faire partie du Canada tel qu'on le concevait comme nation ? Non seulement le discours racial marginalisait-il les Chinois à l'extérieur de cet idéal national, mais approuvait-il aussi le colonialisme en endossant l'occupation anglo-européenne du territoire de la Colombie-Britannique. Par ailleurs, il existait à Victoria un groupe important de Chinois nés au Canada, qui étaient passés par les écoles dirigées par le gouvernement provincial, et qui avaient assimilé les valeurs dominantes. Ce groupe avait acquis suffisamment d'assurance culturelle pour contester ouvertement les polarisations raciales. Il affirmait sa « canadianité » à sa façon et s'opposait vigoureusement à la discrimination. L'intervention des antiracistes anglo-européens dans la querelle contribue davantage à montrer que les catégories raciales étaient des constructions sociales contestées. Finalement, la Loi de

l'immigration chinoise de 1923, qui frappe durement d'ostracisme les Chinois au Canada, explique la manière dont s'est conclue la grève des étudiants au début de l'année scolaire 1923-1924.